

Évolutions monétaires en Guadeloupe au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendue aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à +1,5 % (+0,1 point).

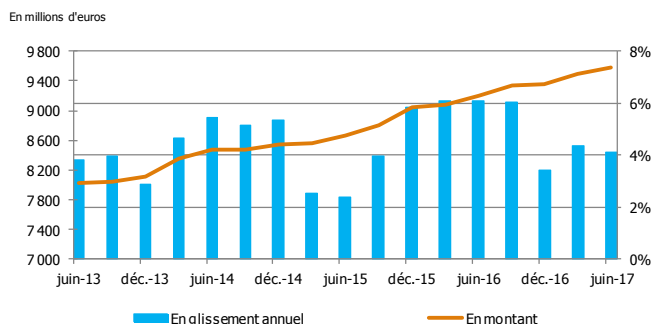
L'ACTIVITÉ BANCAIRE POURSUIT SA CROISSANCE

L'activité bancaire progresse globalement dans le département au premier semestre 2017.

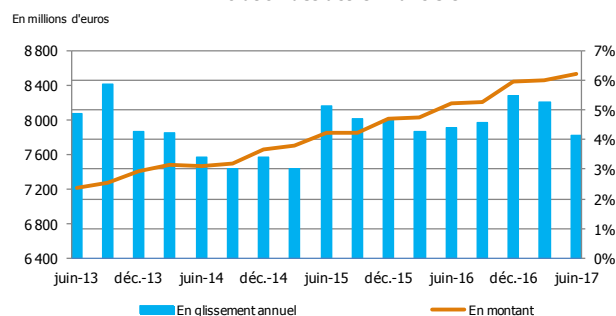
L'encours sain des crédits consentis à l'économie, qui totalise 9,6 milliards d'euros à fin juin 2017, croît à un rythme légèrement moins soutenu qu'il y a un an (+4,1 % sur un an contre +6,1 % à fin juin 2016). Les crédits octroyés aux entreprises et aux ménages augmentent respectivement de 6,3 % et 5,0 %. Les crédits d'investissement des entreprises (+9,7 %) et les crédits à l'habitat des ménages (+4,9 %) sont les principaux segments contribuant à cette évolution. L'encours de crédits des collectivités locales diminue (-2,3 % contre +11,2 % à fin juin 2016).

À 8,5 milliards d'euros, le montant des actifs financiers augmente (+4,2 % après +4,4 % un an plus tôt). Cette croissance est notamment alimentée par celle des dépôts à vue (+11,8 % après +9,1 % à fin juin 2016).

Évolution des concours bancaires



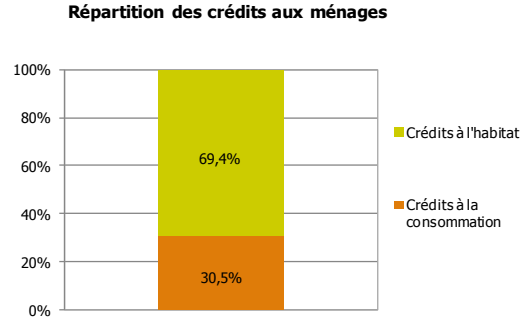
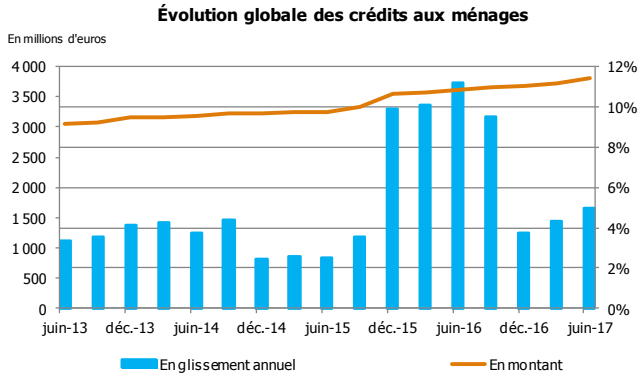
Évolution des actifs financiers



RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DES CRÉDITS AUX MÉNAGES

Une croissance moins soutenue des crédits aux ménages

L'activité de crédit aux ménages poursuit sa progression (+5,0 % contre +11,2 % à fin juin 2016). L'encours s'établit à 3,8 milliards d'euros à fin juin 2017.



Le financement de l'habitat, qui concentre 69,4 % de l'ensemble des crédits aux ménages, enregistre une croissance annuelle de 4,9 % (après +9,4 % à fin juin 2017). Ce ralentissement est à relativiser dans la mesure où sur la même période, le nombre de permis de construire augmente de 23,1 %. Les ménages ont principalement recours aux crédits bancaires pour financer leurs constructions.

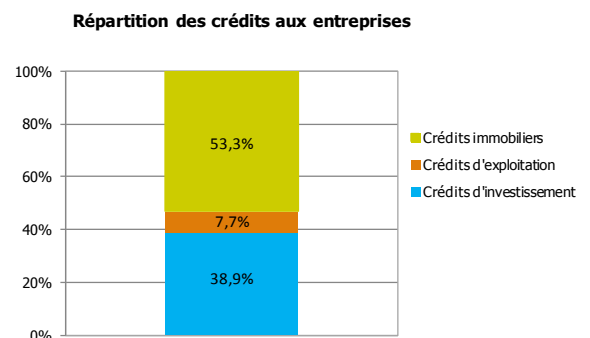
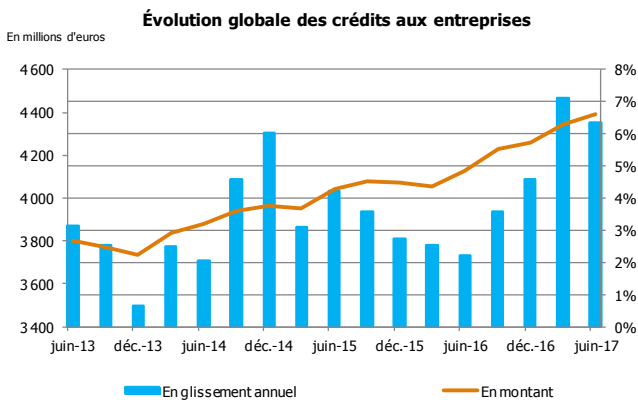
L'encours des crédits à la consommation croît de 5,4 % en glissement annuel (après +15,6 % à fin juin 2016). Cette hausse coïncide avec celle du nombre d'immatriculations de véhicules neufs qui augmente de 5,8 % (CVS).

Des crédits aux entreprises en hausse

Les crédits consentis aux entreprises augmentent de 6,3 % en glissement annuel à fin juin 2017 (après +2,2 % à fin juin 2016) pour atteindre 4,4 milliards d'euros.

Les crédits d'investissement sont dynamiques (+9,7 % contre +1,0 % un an plus tôt), en lien avec la hausse des importations de bien d'équipement sur un an (+10,1 %, CVS). Dans le détail, les crédits à l'équipement, qui constituent la quasi-totalité des crédits d'investissements des entreprises (84,6 %), s'inscrivent en hausse de 10,4 %. La croissance de l'encours de crédits-bails décélère (+6,3 % après +17,8 % fin juin 2016).

Les crédits immobiliers, qui représentent 53,3 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, demeurent sur une dynamique croissante (+4,1 % après +3,5 % à fin juin 2016).



Les crédits d'exploitation sont en augmentation de 5,4 % (+6,1 % en 2016) en glissement annuel. Les crédits de trésorerie y contribuent largement (+29,2 %). L'encours des comptes ordinaires débiteurs diminue (-6,4 %), de même que l'encours des créances commerciales (-17,9 %).

L'encours de crédits des collectivités en diminution

Les financements alloués aux collectivités locales, qui représentent 10,7 % de l'activité de crédit dans le département, baissent de 2,3 % sur les douze derniers mois (après +11,2 % un an plus tôt). L'encours s'établit à 1,0 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, qui en constituent l'essentiel (97,5 %), marquent le pas (-0,2 %). La fin récente de différents travaux publics ainsi que l'absence de nouveaux chantiers d'envergure expliquent cette baisse de l'encours. Les crédits d'exploitation, quant à eux, chutent (-52,4 %).

Le taux de créances douteuses se stabilise

Le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) est stable à 5,1 % (-0,1 point sur douze mois). Toutefois l'encours des créances douteuses brutes des ECIL augmente légèrement (+1,1 % sur un an) et s'établit à 453,5 millions d'euros. Leur taux de provisionnement décroît (-4,2 points) pour s'établir à 62,0 %.

NOUVELLE CROISSANCE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers des agents économiques progressent au premier semestre 2017.

À 8,5 milliards d'euros, l'encours croît de 4,2 % sur un an après avoir augmenté de 4,4 % à fin juin 2016. La hausse des actifs financiers détenus par les entreprises et les ménages contribue à cette croissance (respectivement +7,3 % et +4,1 %). En parallèle, la dynamique des avoirs des autres agents s'inverse (-5,6 % après +23,4 % à fin juin 2016).

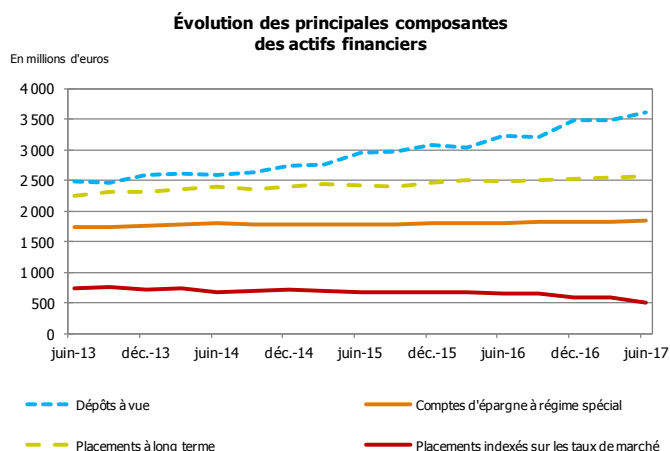
Les dépôts à vue continuent de progresser (+11,8 % après +9,1 % à fin juin 2016). Face à la faiblesse des taux d'intérêt, le coût d'opportunité lié à la détention d'épargne sous forme de dépôts à vue non rémunérateurs demeure faible. L'encours s'établit à 3,6 milliards d'euros.

L'épargne longue augmente au même rythme qu'il y a un an (+2,9 % après +3,0 % à fin juin 2016), tirée par les contrats d'assurance-vie (+4,2 %). L'encours des plans d'épargne logement augmente mais à un rythme moindre (+1,6 % après +7,1 % il y a un an). Pour rappel, la collecte sur les PEL avait accéléré avant les baisses de taux enregistrés sur ce support. Fixé à 2,0 % début 2016, il a été ramené à 1,5 % en février 2016, puis à 1,0 % en août 2016.

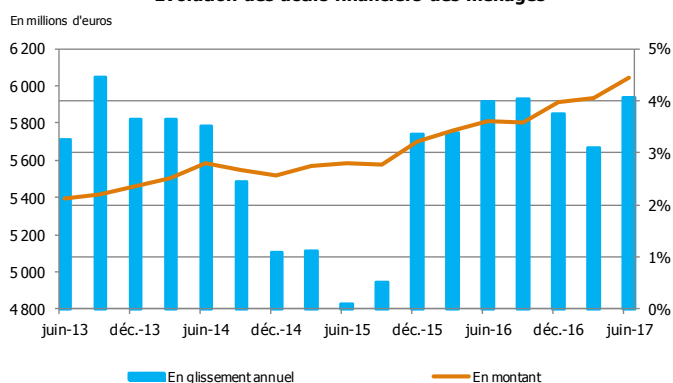
Les placements liquides ou à court terme sont en baisse à fin juin 2017 (-4,6 % après +0,1 % à fin juin 2016) en raison de la chute (-21,4 %) de l'encours des placements indexés sur les taux de marché qui demeurent moins attractifs. L'environnement de taux bas persistant continue de peser sur cette classe d'actifs, tout comme les livrets réglementés qui peinent à retrouver une croissance dynamique. En particulier, l'encours des livrets A et bleus est stable (-0,2 %). La faiblesse des taux bénéficie toutefois aux livrets ordinaires (+3,9 %), les déposants étant moins enclins à orienter leurs placements vers d'autres supports.

Progression de l'épargne des ménages

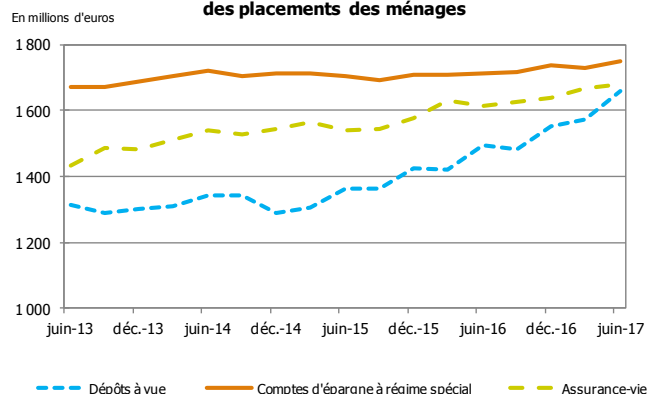
L'encours des actifs financiers des ménages augmente de 4,1 % (après +4,0 % en 2016). Il atteint 6,0 milliards d'euros à fin juin 2017.



Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les dépôts à vue restent en forte croissance sur un an (+11,1 % contre +9,6 % à fin juin 2016).

L'épargne à long terme croît, pour sa part, de 2,9 % à fin juin 2017 (après +3,5 % à la fin du premier semestre de 2016). Elle est portée par l'assurance-vie (+4,2%), premier produit d'épargne des ménages (27,8 % des placements des ménages et 19,7 % de l'encours des actifs financiers).

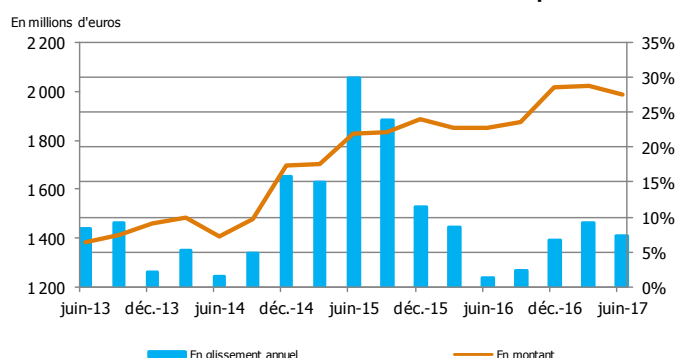
Les placements liquides ou à court terme sont globalement stables sur un an. Les comptes d'épargne à régime spécial augmentent de 2,3 %. Les livrets ordinaires continuent sur une dynamique positive (+5,5 %), tandis que la croissance des livrets A et bleus demeure atone (+0,6 %). L'encours des livrets d'épargne populaire poursuit sa baisse (-3,8 %). L'encours des placements indexés sur les taux de marché chute sur un an (-23,9 %), toujours en raison du contexte de taux d'intérêt faibles.

Une hausse plus soutenue des placements des entreprises

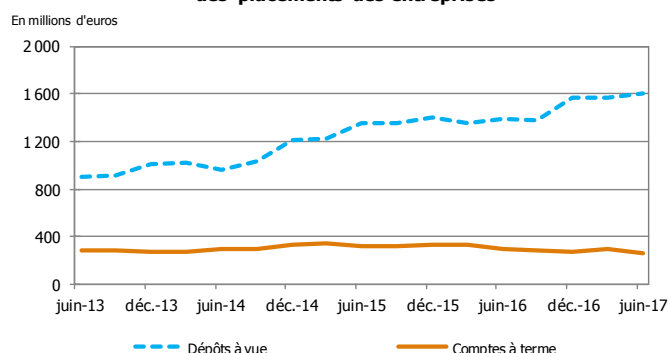
Les actifs financiers des sociétés non financières augmentent de 7,3 % (après +1,2 % en juin 2016). Ils s'établissent à 2,0 milliards d'euros à fin juin 2017.

Les dépôts à vue augmentent de 15,4 % sur un an (+2,4 % un an plus tôt). **L'épargne longue et les placements liquides ou à court terme** sont en repli (respectivement -3,9 % et -17,8 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Recul des actifs des autres agents

Les placements des autres agents (administrations, Institutions sans but lucratif au service des ménages, sociétés d'assurance et fonds de pension) se contractent sur les douze derniers mois (-5,6 % après +23,4 % à fin juin 2016).

La baisse provient de celle des **placements à court terme** (-23,7 %). **L'épargne à long terme et les dépôts à vue** progressent respectivement de 15,0 % et de 1,0 %.

MÉTHODOLOGIE

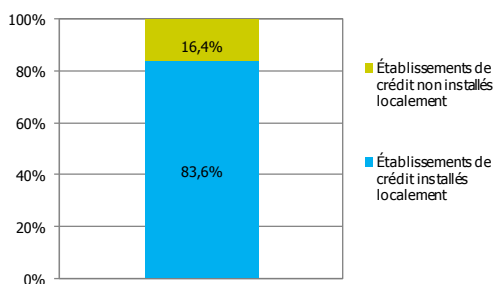
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

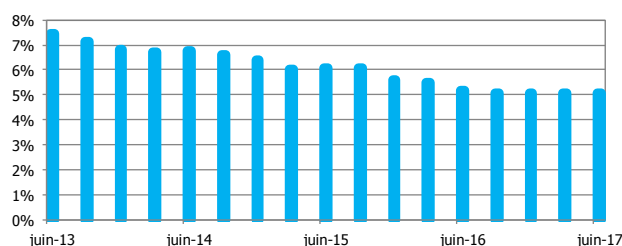
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros				Variations					
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	365,6	363,5	303,9	322,6	330,9	313,4	320,5	340,0	8,5%	5,4%
<i>Créances commerciales</i>	41,6	38,3	23,7	23,8	25,1	24,1	18,2	19,6	-18,9%	-17,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	145,8	123,0	120,4	126,8	139,0	135,3	143,8	163,9	21,2%	29,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	33,9	32,9	34,0	33,8	33,6	41,4	40,3	41,2	-0,4%	21,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	155,9	176,8	133,3	147,0	142,7	126,3	138,7	137,6	8,9%	-6,4%
<i>Affacturage</i>	22,3	25,5	26,6	24,9	24,1	27,7	19,9	18,9	-31,7%	-24,0%
Crédits d'investissement	1 311,4	1 384,4	1 542,0	1 557,9	1 597,6	1 603,1	1 687,4	1 709,8	6,7%	9,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 074,0	1 162,9	1 331,3	1 309,7	1 354,3	1 352,7	1 434,0	1 445,8	6,9%	10,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	66,6	67,0	46,3	42,7	41,1	39,8	39,7	40,2	1,0%	-5,9%
<i>Crédit-bail</i>	237,4	221,5	210,7	248,2	243,3	250,4	253,4	264,0	5,4%	6,3%
Crédits immobiliers	2 098,1	2 105,7	2 171,7	2 248,7	2 298,8	2 339,6	2 332,9	2 341,6	0,1%	4,1%
Autres crédits	24,1	23,9	23,1	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	6,7%	-11,8%
Encours sain	3 799,1	3 877,6	4 040,8	4 129,6	4 227,7	4 256,5	4 341,2	4 391,7	3,2%	6,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	971,3	971,1	952,6	1 101,0	1 112,1	1 129,0	1 132,2	1 160,5	2,8%	5,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	897,3	893,0	876,3	1 035,2	1 046,5	1 067,3	1 070,9	1 104,5	3,5%	6,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	50,3	53,5	56,1	50,5	51,1	48,2	48,6	44,4	-7,8%	-12,0%
<i>Crédit-bail</i>	23,8	24,6	20,1	15,3	14,5	13,6	12,7	11,6	-14,7%	-24,7%
Crédits à l'habitat	2 084,1	2 198,5	2 299,7	2 515,5	2 536,2	2 548,9	2 590,8	2 638,1	3,5%	4,9%
Autres crédits	4,5	5,5	2,7	3,8	3,6	1,5	1,6	1,8	23,8%	-51,8%
Encours sain	3 059,8	3 175,2	3 254,9	3 620,4	3 651,9	3 679,4	3 724,6	3 800,4	3,3%	5,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	22,4	12,3	70,6	42,2	35,7	28,5	24,3	20,1	-29,4%	-52,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	8,5	8,7	69,5	34,6	28,8	17,3	16,3	14,7	-15,1%	-57,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13,9	3,6	1,1	7,6	6,9	11,1	8,1	5,4	-51,6%	-28,6%
Crédits d'investissement	818,6	858,8	870,8	1 005,7	1 016,5	1 021,4	1 035,3	1 004,2	-1,7%	-0,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	818,5	858,8	870,7	1 005,7	1 011,7	1 016,5	1 030,7	999,6	-1,7%	-0,6%
Autres crédits	8,0	7,3	6,6	5,9	5,7	5,5	0,0	5,3	-3,0%	-9,0%
Encours sain	849,0	878,4	948,0	1 053,8	1 057,9	1 055,3	1 059,6	1 029,6	-2,4%	-2,3%
Autres agents										
Encours sain	321,5	537,5	428,1	394,8	398,0	367,0	359,9	356,7	-2,8%	-9,7%
TOTAL										
Encours sain	8 029,4	8 468,7	8 671,8	9 198,6	9 335,6	9 358,2	9 485,3	9 578,4	2,4%	4,1%
<i>dont ECNIL</i>	1 409,5	1 464,1	1 431,2	1 516,6	1 513,5	1 529,6	1 570,5	1 570,3	2,7%	3,5%
Créances douteuses brutes	597,4	567,7	526,4	448,4	445,9	441,7	447,7	453,5	2,7%	1,1%
<i>dont ECIL</i>	532,9	496,2	471,2	420,3	418,1	416,4	423,3	429,3	3,1%	2,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	221,8	224,2	210,8	170,0	174,2	181,9	187,5	187,1	2,9%	10,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	156,0	149,0	138,3	91,8	93,5	101,5	108,7	105,9	4,3%	15,4%
<i>(dt) Ménages</i>	51,5	65,3	138,3	66,4	67,3	69,3	71,0	71,5	3,2%	7,7%
Provisions	375,5	343,5	315,7	283,9	277,1	265,2	265,7	271,8	2,5%	-4,3%
Encours brut total	8 626,8	9 036,4	9 198,2	9 647,0	9 781,4	9 799,9	9 933,0	10 031,9	2,4%	4,0%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,9%	6,3%	5,7%	4,6%	4,6%	4,5%	4,5%	4,5%	Opt(s)	-0,1pt(s)
<i>dont ECIL</i>	7,5%	6,7%	6,1%	5,2%	5,1%	5,1%	5,1%	5,1%	Opt(s)	-0,1pt(s)
<i>Taux de provisionnement</i>	62,9%	60,5%	60,0%	63,3%	62,1%	60,1%	59,3%	59,9%	-0,1pt(s)	-3,4pt(s)
<i>dont ECIL</i>	70,5%	67,8%	67,0%	66,2%	65,0%	62,4%	61,5%	62,0%	-0,3pt(s)	-4,2pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 385,0	1 405,7	1 827,8	1 849,6	1 876,1	2 013,9	2 022,1	1 984,8	-1,4%	7,3%
Dépôts à vue	900,5	964,8	1 353,0	1 385,5	1 375,2	1 563,1	1 564,2	1 598,8	2,9%	15,4%
Placements liquides ou à court terme	449,5	409,5	444,1	432,3	467,5	419,9	426,7	355,5	-15,3%	-17,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,3	4,7	16,5	30,4	35,5	34,0	27,4	23,4	-31,1%	-23,0%
Placements indexés sur les taux de marché	446,2	404,8	427,6	401,9	432,0	385,9	399,2	332,1	-14,0%	-17,4%
<i>dont comptes à terme</i>	283,7	290,3	322,4	294,0	284,4	270,4	292,0	259,9	-3,9%	-11,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	105,4	81,4	83,9	83,0	126,2	102,3	93,9	60,9	-40,5%	-26,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	57,0	33,0	21,2	24,8	21,3	13,3	13,3	11,3	-15,1%	-54,6%
Épargne à long terme	35,1	31,4	30,7	31,8	33,5	30,9	31,2	30,6	-1,3%	-3,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	14,8	12,8	13,1	11,1	15,4	13,9	14,0	14,0	0,9%	26,0%
Ménages	5 391,5	5 580,4	5 585,3	5 807,8	5 803,9	5 915,8	5 935,6	6 043,2	2,2%	4,1%
Dépôts à vue	1 314,0	1 343,3	1 364,4	1 494,9	1 481,1	1 553,7	1 571,5	1 660,5	6,9%	11,1%
Placements liquides ou à court terme	1 869,4	1 907,3	1 865,9	1 875,4	1 868,6	1 885,5	1 866,0	1 875,3	-0,5%	0,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 672,0	1 721,6	1 705,9	1 712,2	1 716,9	1 736,1	1 731,6	1 751,0	0,9%	2,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	639,5	651,5	638,7	654,4	667,6	678,3	677,4	690,4	1,8%	5,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	677,3	700,9	695,8	684,3	678,9	685,9	683,7	688,0	0,3%	0,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,8	14,9	15,0	15,4	15,3	15,1	15,0	15,1	0,4%	-1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	43,2	37,5	36,6	35,4	35,1	35,4	34,9	34,1	-3,7%	-3,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	188,3	209,7	217,8	224,5	223,3	225,7	226,7	229,5	1,7%	2,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	108,9	107,0	101,9	98,3	96,8	95,8	93,9	93,9	-2,0%	-4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	197,4	185,7	160,1	163,2	151,7	149,3	134,4	124,3	-16,8%	-23,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	169,1	159,4	136,0	141,2	130,9	128,9	114,4	104,5	-18,9%	-26,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-1,7%	-24,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	27,9	26,0	23,9	21,8	20,6	20,3	19,8	19,6	-3,3%	-10,0%
Épargne à long terme	2 208,1	2 329,9	2 355,0	2 437,5	2 454,2	2 476,6	2 498,1	2 507,4	1,2%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	459,4	480,8	523,6	560,8	561,8	573,5	571,7	570,1	-0,6%	1,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	67,9	63,6	59,8	56,1	54,8	53,4	52,1	51,1	-4,3%	-8,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,5	6,3	6,1	6,7	7,3	7,0	6,8	7,4	5,1%	10,8%
<i>dont portefeuille-titre</i>	186,6	180,4	163,5	150,6	151,8	153,8	151,6	148,7	-3,4%	-1,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	56,3	56,6	59,7	50,1	50,6	49,1	49,4	49,5	0,8%	-1,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 432,4	1 542,2	1 542,3	1 613,3	1 627,9	1 639,7	1 666,4	1 680,7	2,5%	4,2%
Autres agents	440,6	475,9	431,9	532,9	521,1	516,5	494,9	503,0	-2,6%	-5,6%
Dépôts à vue	274,1	280,3	247,9	355,4	352,4	366,2	344,6	359,0	-2,0%	1,0%
Placements liquides ou à court terme	148,7	165,1	151,3	155,6	144,9	129,6	126,6	118,8	-8,3%	-23,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	57,1	70,2	67,2	72,4	66,7	64,5	66,5	65,5	1,5%	-9,5%
Placements indexés sur les taux de marché	91,6	94,9	84,1	83,2	78,3	65,0	60,1	53,2	-18,1%	-36,0%
<i>dont comptes à terme</i>	63,9	68,2	1 060,7	1 025,8	995,9	937,5	933,7	833,0	-11,1%	-18,8%
Épargne à long terme	17,8	30,5	32,7	21,9	23,7	20,7	23,7	25,2	21,7%	15,0%
Total actifs financiers	7 217,1	7 462,1	7 845,0	8 190,3	8 201,1	8 446,3	8 452,6	8 531,0	1,0%	4,2%
Dépôts à vue	2 488,6	2 588,4	2 877,3	3 235,8	3 208,8	3 483,0	3 480,4	3 618,3	3,9%	11,8%
Placements liquides ou à court terme	2 467,6	2 481,9	2 460,9	2 463,3	2 481,0	2 435,0	2 419,2	2 349,5	-3,5%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 732,4	1 796,5	1 789,1	1 815,0	1 819,0	1 834,7	1 825,5	1 840,0	0,3%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	680,5	704,1	691,9	713,2	720,1	728,2	729,0	741,1	1,8%	3,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	696,5	722,9	725,7	727,8	728,4	734,3	725,8	726,1	-1,1%	-0,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,8	14,9	15,0	15,4	15,3	15,1	15,0	15,1	0,4%	-1,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	43,2	37,5	36,6	35,4	35,1	35,4	34,9	34,1	-3,7%	-3,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	188,4	209,8	217,9	224,6	223,4	225,8	226,8	229,6	1,7%	2,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,0	107,1	102,0	98,5	96,9	95,9	94,0	94,0	-2,0%	-4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	735,2	685,4	671,8	648,3	661,9	600,3	593,8	509,5	-15,1%	-21,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	516,7	518,0	518,4	497,2	480,0	451,5	451,6	403,8	-10,6%	-18,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,6	0,6	0,6	0,3	0,2	0,2	0,2	-1,7%	-68,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	57,0	33,0	21,2	24,8	21,3	13,3	13,3	11,3	-15,1%	-54,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	160,7	133,8	131,6	125,7	160,3	135,4	128,8	94,3	-30,3%	-25,0%
Épargne à long terme	2 261,2	2 391,8	2 418,4	2 491,3	2 511,4	2 528,3	2 553,0	2 563,2	1,4%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	459,8	481,1	523,9	561,3	562,2	573,8	572,0	570,4	-0,6%	1,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	67,9	63,6	59,8	56,1	54,8	53,4	52,1	51,1	-4,3%	-8,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,7	6,3	6,1	6,7	7,3	7,0	6,8	7,4	5,1%	10,8%
<i>dont actions</i>	51,5	59,2	67,5	67,2	62,8	66,6	68,2	67,3	1,2%	0,3%
<i>dont obligations</i>	163,8	156,1	130,7	112,3	115,6	112,2	109,7	107,1	-4,5%	-4,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	80,0	83,2	88,0	74,4	80,6	75,5	77,7	79,2	4,9%	6,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 432,5	1 542,4	1 542,3	1 613,3	1 627,9	1 639,7	1 666,4	1 680,7	2,5%	4,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Gilles GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : David LAURET
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : octobre 2017